



Arrêt

**n° 158 252 du 11 décembre 2015
dans l'affaire X / V**

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 3 décembre 2015 par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 23 novembre 2015.

Vu les articles 39/77/1 et 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 8 décembre 2015 convoquant les parties à l'audience du 11 décembre 2015.

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me F. LONDA SENGI, avocat, et L. DJONGAKODI-YOTO, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus de prise en considération d'une demande multiple, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le Commissaire général), qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

De nationalité congolaise (République Démocratique du Congo) et d'origine ethnique mumbala, vous êtes arrivée en Belgique le 04 août 2015 et le 06 août 2015 vous avez introduit une première demande d'asile. A l'appui de celle-ci, vous avez déclaré craindre d'être tuée par vos autorités car votre frère est accusé d'être un rebelle et par assimilation vous l'êtes aussi. Pour cela, vous avez été détenue à deux reprises au commissariat de police de Lemba du 01 au 04 février 2014 et du 20 au 24 janvier 2015. A l'issue de l'examen de votre première demande d'asile, le Commissariat général a pris en date du 31 août 2015 une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire. Il a

conclu au manque de crédibilité de votre récit vu d'une part le caractère limité, inconsistant de vos déclarations et d'autre part l'adoption de comportement incohérent.

Vous avez introduit un recours contre cette décision auprès du Conseil du contentieux des étrangers en date du 15 septembre 2015 et, dans son arrêt n° 153 548 du 29 septembre 2015, celui-ci a également pris une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire concernant votre première demande d'asile. Il a estimé que les divers motifs se vérifiaient, étaient pertinents et suffisants pour conclure au manque de crédibilité de votre récit.

Sans avoir quitté la Belgique, le 05 octobre 2015, vous avez introduit une deuxième demande d'asile. A l'appui de celle-ci, vous avez mentionné les mêmes faits et craindre d'être, pour cela, tuée en cas de retour dans votre pays d'origine. Vous versez à l'appui de votre nouvelle demande un rapport médical de la Polyclinique de Salongo établi par le Docteur [P. K.] en septembre 2015, une lettre de votre frère et deux convocations du 20 juillet et 03 août 2015.

Le 13 octobre 2015, le Commissariat général a pris une décision de refus de prise en considération d'une demande d'asile multiple. Le 22 octobre 2015, vous avez introduit un recours auprès du Conseil du contentieux des étrangers lequel a dans son arrêt n° 155 987 du 03 novembre 2015 annulé la décision du Commissariat général car il estimait nécessaire un examen plus approfondi du rapport médical déposé auprès du Commissariat général ainsi qu'un examen de l'attestation de l'ONGH datée du 23 octobre 2015 déposée lors de la requête auprès de ses services.

Dès lors, vous avez été entendue par le Commissariat général.

B. Motivation

Après examen de toutes les pièces de votre dossier administratif, force est de constater que votre demande d'asile ne peut être prise en considération.

Conformément à l'article 57/6/2, alinéa 1er de la Loi sur les étrangers, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si de nouveaux éléments apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne prend pas en considération la demande d'asile.

En l'occurrence, force est de constater que votre demande d'asile s'appuie sur des motifs que vous avez déjà exposés à l'occasion de votre précédente demande d'asile. Il convient tout d'abord de rappeler qu'en ce qui concerne votre première demande d'asile, le Commissariat général a pris une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire car la crédibilité en avait été remise en cause sur des points essentiels et les faits et motifs d'asile que vous alléguiez n'avaient pas été considérés comme établis. Le Conseil du contentieux des étrangers a validé cette décision et évaluation. Vous n'avez pas introduit de recours contre cette décision.

Vu qu'il ne reste aucune voie de recours dans le cadre de votre demande précédente, l'évaluation des faits effectuée dans ce cadre est définitivement établie, sauf à constater l'existence, en ce qui vous concerne d'un élément nouveau au sens de l'article 57/6/2 de la Loi sur les étrangers, qui augmenterait de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à un statut de protection internationale. Or, tel n'est pas le cas.

Tout d'abord, rappelons que dans le cadre de votre première demande d'asile le Commissariat général ainsi que le Conseil du contentieux des étrangers n'ont pas accordé foi à votre récit d'asile et plus particulièrement aux éléments suivants : les problèmes de votre frère, les faits de persécutions à savoir les menaces envers vos deux cousins et vos deux détentions. Il a aussi relevé l'adoption de comportement incohérent au vu des problèmes invoqués.

Ensuite, il constate que l'attestation versée lors de l'introduction de votre recours dans le cadre de votre seconde demande d'asile ne permet pas de rétablir la crédibilité des persécutions subies (cf. farde documents après annulation, pièce 1). En effet, dans cette attestation du CIFDH/D-ONGH « Ecole du Savoir Plus » datée du 23 octobre 2015, le chef d'antenne de Ngaliéma, [G. M. N.], évoque vos deux arrestations et demande à ce qu'une protection vous soit octroyée (cf. farde documents, pièce 4). Or, il

ressort des informations mises à notre disposition et dont une copie est jointe au dossier administratif (cf. farde informations sur les pays, COI Case cod 2015-041 du 17 novembre 2015) que ce document est un faux. En effet, selon le coordinateur de la CIFDH/D le nom du signataire se présentant comme chef d'antenne est inconnu, le cachet n'est pas correct, le document ne mentionne pas l'adresse et les numéros de téléphone, éléments figurant sur tous leurs documents et dans l'entête la référence à l'arrêté ministériel ne figure pas. Dès lors, ce document renforce la conviction du Commissariat général quant à l'absence de crédibilité à accorder à votre récit d'asile. Ce document ne permet donc pas d'augmenter de manière significative la probabilité de vous accorder une protection internationale.

Puis, vous déposez un rapport médical de septembre 2015 dans lequel le Docteur [P. K.] mentionne que vous avez été emmenée au centre pour viol en date du 04 au 11 février 2014, les constats médicaux posés et le traitement reçu (cf. farde documents avant annulation, pièce 01). Or, rappelons à nouveau au vu des éléments dont il est fait mention ci-avant qu'il n'a pas été accordé crédit aux faits ayant conduit à cette hospitalisation. De fait, interrogée lors de votre première demande sur votre détention de quatre jours, vous n'avez pu convaincre de la réalité d'un tel événement au vu du caractère peu spontané, peu précis et peu détaillé de vos propos. Alors que vous avez été questionnée à nouveau sur ce point lors de l'audition dans le cadre de votre seconde demande d'asile, le Commissariat général tire les mêmes constats quant à vos propos lesquels se révèlent donc lacunaires, peu précis et peu détaillés (p. 03 du rapport d'audition). Dès lors, cela a pour conséquence de remettre en cause votre détention et les violences sexuelles subies au cours de celles-ci. Ensuite, en ce qui concerne le signataire de ce document, si vous le qualifiez de gynécologue le document laisse apparaître qu'il est généraliste (p. 05 du rapport d'audition). Confrontée à cette contradiction, vous dites qu'il s'occupait de problèmes gynécologiques et réaffirmez qu'il est gynécologue (p. 07 du rapport d'audition). Il ressort de l'examen de cette attestation que ce praticien porte le numéro « CNON » (Conseil National de l'Ordre des Médecins de RDC) 19930 alors que, selon les informations mises à notre disposition et dont une copie est jointe au dossier administratif (cf. farde informations sur les pays, COI Case cod 2015-040 du 19 novembre 2015), ce numéro n'est pas accordé au Dr [P. K.] mais correspond depuis février 2015 à celui d'un jeune médecin. Notons aussi qu'il est erronément mentionné le sigle CNON alors que la dénomination exacte est CNOM (cf. farde informations des pays, Listes des Médecins de la RDC). Il ressort aussi de la consultation de liste des médecins inscrits à l'Ordre des médecins datée de juin 2015 qu'elle ne comprend pas le nom du signataire du document alors que selon vos déclarations celui-ci était déjà en fonction en février 2014. Enfin, nous constatons que vous êtes imprécise sur la date à laquelle votre cousin s'est rendu dans cette polyclinique pour rencontrer ce médecin puisque vous évoquez la fin août 2015 et que vous ne fournissez aucune indication quant à une quelconque vérification par ce médecin de votre passage dans cette polyclinique et du suivi reçu alors que le document est établi en septembre 2015 pour un suivi datant de février 2014 (p. 07 du rapport d'audition). Dès lors, le Commissariat général estime que ce document n'augmente pas de manière significative la probabilité qu'une protection internationale vous soit accordée.

Ensuite, en ce qui concerne la lettre de votre frère notons que celui-ci fait référence, dans un premier temps, à sa situation puis évoque la vôtre ou celle de proches en parlant des contrôles à votre domicile, de l'enlèvement de votre père, des menaces envers vos cousins et de votre capture. Ensuite, il demande de vous accorder une protection (cf. farde documents avant annulation, pièce 2). En premier lieu, relevons que vous avez déposé dans le cadre de votre recours auprès du Conseil du contentieux un document émanant de votre frère qui reprend identiquement les faits se rapportant à lui. Le Conseil du contentieux des étrangers a estimé que ce document était de nature à expliquer dans son chef une crainte de persécution mais pas dans la vôtre. Si maintenant ce document fait référence à votre situation, rien n'indique cependant comment votre frère non présent au moment des faits qui vous sont arrivés a pris connaissance de ces faits. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un courrier privé dont la force probante est limitée puisque, par nature, la fiabilité et la sincérité de son auteur ne peuvent être vérifiées. Le Commissariat général ne dispose, en effet, d'aucun moyen pour s'assurer que cette lettre n'a pas été rédigée par pure complaisance et qu'elle relate des événements qui se sont réellement produits. Dès lors, le Commissariat général estime que ce document n'augmente pas de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à une protection internationale.

Par rapport aux deux convocations déposées (cf. farde documents avant annulation, pièce 3), relevons tout d'abord qu'il s'agit de copies sur lesquelles le signataire des documents n'est pas identifiable. En outre, étant donné que le document indique que le motif de la convocation vous sera communiqué sur place, le Commissariat général reste dans l'ignorance dès lors des raisons de telles convocations. Enfin, le Commissariat général tient à relever que selon les informations mises à sa disposition et dont une copie est jointe au dossier administratif (cf. farde informations sur les pays avant annulation, COI Focus,

République Démocratique du Congo : l'authentification de documents officiels congolais, 24 septembre 2015) l'authentification des documents judiciaires est très difficile, et est sujette à caution en République Démocratique du Congo. Deux problèmes majeurs empêchent d'authentifier catégoriquement un document. Il s'agit d'une part d'un manque d'uniformité, d'authentiques documents pouvant revêtir les formes les plus diverses, et d'autre part, d'une corruption généralisée. Il est dès lors impossible de se prononcer de façon formelle et irrévocable sur leur authenticité et il est légitime pour le Commissariat Général de considérer que ces documents judiciaires ont une force probante limitée. Dès lors, ces deux documents ne peuvent augmenter de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à une protection internationale.

Compte tenu de ce qui précède, il apparaît donc que vous n'avez présenté aucun nouvel élément qui augmente de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. Le Commissariat général ne dispose pas non plus de tels éléments.

En l'absence de nouveaux éléments qui augmentent de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, conformément à l'article 57/6/2, alinéa premier de la loi du 15 décembre 1980, le Commissariat général doit estimer d'une manière motivée qu'une décision de retour n'entraînera pas un refoulement direct ou indirect.

Le Commissariat général remarque à cet égard que, dans le cadre de sa compétence attribuée sur la base de la loi du 15 décembre 1980, il se prononce exclusivement sur la reconnaissance de la qualité de réfugié ou sur l'attribution du statut de protection subsidiaire. Lors de l'examen de la question de savoir si une mesure d'éloignement vers votre pays d'origine constitue une violation du principe de non-refoulement, la compétence du Commissariat général se limite dès lors à un examen des éléments en rapport avec les critères fixés dans les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. De l'ensemble des constatations qui précèdent, aucun nouvel élément n'apparaît, ni n'est déposé par vous, qui augmente de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4.

Compte tenu de tous les faits pertinents liés à votre pays d'origine, à toutes les déclarations que vous avez faites et aux pièces que vous avez produites, force est de conclure qu'il n'existe actuellement aucun élément qui indique qu'une décision de retour dans votre pays d'origine constitue une violation du principe de non-refoulement.

En ce qui concerne les éléments éventuels qui sont sans rapport avec les critères fixés par les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, le Commissariat général attire votre attention sur le fait que l'Office des étrangers a constaté à ce sujet que vu qu'aucune procédure de séjour n'a été introduite pour laquelle l'Office des étrangers est responsable, il n'y a pas eu violation de l'article 3 de la CEDH.

Par conséquent, il convient de conclure qu'il n'existe pas d'élément dont il peut ressortir qu'une mesure d'éloignement vers votre pays d'origine constitue une violation du principe de non-refoulement.

C. Conclusion

Sur la base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que votre demande d'asile ne peut être prise en considération au sens de l'article 57/6/2 de la Loi sur les étrangers.

J'attire votre attention sur le fait que cette décision est susceptible d'un recours suspensif conformément à ce qui est prévu à l'article 39/70, alinéa premier de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Ce recours doit être introduit dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision conformément à l'article 39/57, § 1er, alinéa 2, 3° de cette même loi. Ceci vu que vous vous trouvez, au moment de cette notification, dans un lieu déterminé visé aux articles 74/8 et 74/9 ou êtes mis à la disposition du gouvernement, et que cette décision est au moins une seconde décision de non prise en considération.»

2. La requête

2.1. La partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

2.2. Elle invoque la violation de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée la Convention européenne des droits de l'Homme), des articles 48/3, 48/4, 57/6/2 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, ainsi que du principe de bonne administration. Elle soulève également l'excès de pouvoir et l'erreur manifeste d'appréciation dans le chef du Commissaire général.

2.3. La partie requérante conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce. Elle estime que la production des nouveaux éléments permet de considérer qu'une décision positive concernant la demande d'asile antérieure aurait pu être prise par le Commissaire général. Elle fait valoir que l'arrêt d'annulation n° 155 987 du 3 novembre 2015 du Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le Conseil) concernant la présente demande d'asile n'a pas été correctement respecté par la partie défenderesse.

2.4. Elle demande au Conseil d'annuler la décision attaquée et de prendre en considération la demande d'asile de la requérante.

3. Documents déposés

À l'audience, la partie requérante fournit une note complémentaire comprenant deux avis de recherche datés le premier du 25 janvier 2015 et le second du 10 août 2015 (pièce 13 du dossier de la procédure).

4. Les motifs de la décision attaquée

La décision entreprise estime que les nouveaux éléments présentés par la partie requérante n'augmentent pas de manière significative la probabilité que la partie requérante puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugiée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi et dès lors, le Commissaire général ne prend pas en considération la demande d'asile.

5. L'examen du recours

5.1. L'article 57/6/2 de la loi du 15 décembre 1980 en son alinéa premier est libellé comme suit : « Après réception de la demande d'asile transmise par le Ministre ou son délégué sur base de l'article 51/8, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si des nouveaux éléments apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne prend pas en considération la demande d'asile et il estime d'une manière motivée qu'une décision de retour n'entraînera pas un refoulement direct ou indirect. Dans le cas contraire, ou si l'étranger a fait auparavant l'objet d'une décision de refus prise en application des articles 52, § 2, 3°, 4° et 5°, § 3, 3° et § 4, 3°, ou 57/10, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prend une décision de prise en considération de la demande d'asile ».

5.2. En l'espèce, la partie requérante a introduit une nouvelle demande d'asile en Belgique après le rejet d'une précédente demande par un arrêt n° 153 548 du 29 septembre 2015 du Conseil, dans lequel ce dernier a en substance estimé que la réalité des problèmes invoqués à la base des craintes de persécution ou risques d'atteintes graves allégués n'était pas établie.

5.3. En contestant la pertinence de la motivation de la décision attaquée, la partie requérante reproche, en réalité, au Commissaire général d'avoir fait une évaluation incorrecte de la portée à accorder aux nouveaux éléments déposés devant lui. Elle estime que ceux-ci permettent de restaurer la crédibilité du récit d'asile, jugée défailante par le Commissaire général et le Conseil du contentieux des étrangers.

5.4. La partie défenderesse estime que plusieurs éléments ôtent toute force probante aux documents déposés par la partie requérante à l'appui de sa nouvelle demande d'asile ; elle estime que deux d'entre

eux sont des faux documents et fournit des informations qu'elle a recueillies les concernant ; elle développe longuement les arguments à ce propos dans sa décision reprise *supra*.

5.5. Le Conseil constate que les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif et sont tout à fait pertinents. Le Conseil considère que la partie requérante n'avance, dans sa requête, aucun argument utile qui permette d'énervier les motifs pertinents de la décision entreprise.

En effet, elle se limite à souligner l'insuffisance de la motivation de la décision attaquée sans toutefois apporter d'élément utile qui permettrait d'étayer cette assertion. Elle fait notamment valoir concernant l'attestation du 23 octobre 2015 du CIFDH/D-ONGH « Ecole du Savoir Plus », considérée par la partie défenderesse comme un faux, que la requérante « est dépourvue de tout talent narratif », précisant encore « qu'on attend également du demandeur d'asile un récit sans faille, sans contradiction ni imprécision, ni mensonge, ce qui manifestement s'avère quasiment impossible » (page 4 de la requête). Cette argumentation est dépourvue de toute pertinence pour justifier pourquoi la requérante a produit en l'espèce un document considéré à juste titre comme un faux par la décision entreprise.

Concernant la lettre du frère de la requérante, la partie défenderesse mentionne qu'elle reprend identiquement les faits se rapportant à lui-même et estime que ce document ne suffit pas à établir une crainte fondée de persécution dans le chef de la requérante elle-même. Il en va de même concernant les deux convocations qui ne mentionnent pas de motif et ne permettent pas de rétablir la crédibilité déjà jugée largement défaillante du récit d'asile de la requérante elle-même.

La partie requérante, qui estime que les incohérences relevées dans les documents qu'elle a elle-même fournis ne peuvent pas lui être imputées, n'apporte aucun argument utile dans sa requête introductive d'instance pour contrer la motivation pertinente de la décision entreprise.

5.6. Les nouveaux documents produits à l'audience ne modifient en rien les constatations susmentionnées. Ainsi, le Conseil estime-t-il que les deux avis de recherche du 25 janvier 2015 et du 10 août 2015 (pièce 13 du dossier de la procédure) constituent des pièces de procédure dont il résulte clairement du libellé et du contenu qu'ils sont réservés aux autorités et ne sont nullement destinés à être remis à la personne recherchée ; aucune explication satisfaisante n'est fournie à cet égard, pas plus qu'à l'égard de la tardiveté de leur production et, partant, aucune force probante ne peut leur être reconnue.

5.7. Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère que la partie requérante ne démontre pas en quoi le Commissaire général a violé les dispositions légales et les principes de droit cités dans la requête, n'a pas suffisamment et valablement motivé sa décision ou a commis un excès de pouvoir ou une erreur manifeste d'appréciation ; il estime au contraire que le Commissaire général a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles il a refusé de prendre en considération la présente demande d'asile. Aucun des éléments déposés devant le Conseil ne modifie ce constat.

5.8. Dès lors, aucun élément ne justifie de prendre en considération la présente demande d'asile.

6. La demande d'annulation

La partie requérante sollicite enfin l'annulation de la décision attaquée. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le onze décembre deux mille quinze par :

M. B. LOUIS,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. PILAETE,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. PILAETE

B. LOUIS